

La tribune d'**Anne-Charlène Bezzina***

« Loin d'être dysfonctionnelle, la V^e République tient bon »

* Constitutionnaliste, docteure en droit public, enseignante à l'université de Rouen et à Sciences Po, chercheuse au Cevipof.

Il était une fois le président de la République pensé comme un « arbitre national », synthèse entre le monarque républicain et le général de guerre. « Clef de voûte » des institutions, il ressemblait plus au roseau qu'au chêne de la fable, qui plie mais ne rompt pas. Ce héros évolua, pendant près de soixante-cinq ans, dans le décor classique du régime parlementaire majoritaire. À l'air libre des amphithéâtres délibérants, le président pouvait diriger le régime politique et institutionnel à l'abri de toute responsabilité politique. Mais la scène infiniment rejouée, depuis 1958, du système majoritaire s'effondra par l'effet de séismes successifs – 2017, 2022 puis 2024 – plaçant les institutions républicaines, à la lisière du précipice de la fin de régime.

Depuis la dissolution de 2024, trois blocs, ou plutôt onze groupes parlementaires, se font face et le président n'a plus « son assemblée nationale » ce qui impacte nécessairement le présidentielisme. Même dans le cadre de ses pouvoirs propres, il n'est plus aussi libre qu'avant : le choix du Premier ministre ne lui incombe plus vraiment, la dissolution est paralysée... et, depuis 2018, les « crises » se rapprochent et touchent aujourd'hui le cœur du pouvoir. Les procédures de destitution contre le chef de l'État, les appels à la démission n'ont jamais été aussi forts sous la V^e République ; comme s'il n'était pas suffisant que le Parlement



BRUNO LEVY

surnage, il faudrait également que le président coule. Le responsable de la dissolution ratée ne pourra pas, comme Chirac en 1997, tenter la réélection, et les coups portés par son entourage se resserrent. Le piège s'est refermé le jour où son dernier fantassin, Sébastien Lecornu, n'a plus eu d'autre choix que de découdre la réforme des retraites pour espérer sauver les institutions.

Confiance dans les institutions

On ne peut pas présidentialiser une République sans Parlement. La crise politique n'est pas pour autant une crise de régime. Quand bien même, elle n'en signerait pas pour autant la fin ! Loin d'être dysfonctionnelle, la V^e République « tient bon », notamment avec une vivacité proprement démocratique. Les oppositions les moins cohérentes peuvent renverser des gouvernements, les citoyens peuvent élire une assemblée aussi composite qu'instable, les corps intermédiaires peuvent manifester ; bref, la République est sur pied. Nous ne sommes pas au début de la fin de la V^e République, mais plutôt à la fin de ses débuts. Certes, elle ne pourra

plus nécessairement fonctionner sur le modèle majoritaire historique mais elle cherche comment s'adapter à la nouvelle donne de la majorité ultra-relative dans un océan de partis dominés par des présidentiables en devenir. Les démocraties alentour, de l'Allemagne à la Belgique, sont parvenues à trouver des coalitions improvisées, tout comme le Parlement britannique a ingurgité la hantise séculaire du *Hungparliament*, ce parlement suspendu dans le vide de l'absence de majorité. La V^e République vivra sûrement un moment de bascule en 2027 lorsqu'il sera question de savoir si le dogme majoritaire est abandonné et si le bipartisme est de retour.

Mais il faut faire vite car, avec la crise de régime, les sentiments les plus hasardeux sont charriés, à l'instar du protectionnisme économique, de la déstructuration du corps social, des divisions partisans qui désintéressent les Français de la représentation nationale. Elle ne pêche pas par illégalité, mais par illégitimité. Face au gouffre devant les démocraties parlementaires de la vieille Europe s'érige un pont suspendu, aussi fragile vu de loin qu'il est solide lorsqu'on le foule aux pieds : celui de la confiance dans les institutions. Des gouvernants ancrés dans la réalité citoyenne qui se voient dans l'obligation de discuter régulièrement avec le peuple et d'accepter ses initiatives, de la délibération partout où l'on ne voit plus que des blocages. Cela peut aussi passer par le grand soir du retour majoritaire avec son « hyperprésident » ; cette crise apparaîtra comme un lointain souvenir. La vie politique est la seule à donner de la chair aux constitutions et elle est aussi imprévisible que les soubresauts d'un peuple. ■

54%
de réduction* !

HK B8945